

2009

VOLUME I

**Crédits et plans annuels de gestion
des dépenses de l'Assemblée nationale
et des personnes désignées**

Québec 



BUDGET DE DÉPENSES

2009 2010

VOLUME I

Crédits et plans annuels de gestion
des dépenses de l'Assemblée nationale
et des personnes désignées

pour l'année financière se terminant le
31 MARS 2010

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément aux articles 45 et 47 de
la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Gagnon-Tremblay,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable
de l'Administration gouvernementale



Ce document est imprimé sur du papier fabriqué au Québec
contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation

Budget de dépenses 2009-2010

Volume I

Crédits et plans annuels de gestion
des dépenses de l'Assemblée nationale
et des personnes désignées

Dépôt légal - Mars 2009

ISSN 0706-0319

ISBN 978-2-550-55363-2 (Imprimé)

ISBN 978-2-550-55371-7 (PDF)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Gouvernement du Québec, 2009

AVANT-PROPOS

La Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) prévoit que la présidente du Conseil du trésor dépose à l'Assemblée nationale le budget de dépenses des ministères et organismes aux fins d'établir les crédits requis au cours de l'exercice financier, ainsi que les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres.

À cet effet, la présidente du Conseil du trésor présente à l'Assemblée nationale les renseignements touchant le Budget de dépenses 2009-2010 en quatre volumes :

- > Le Volume I, Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées, qui réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme;
- > Le Volume II, Crédits des ministères et organismes, qui présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2009-2010 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes;
- > Le Volume III, Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, qui regroupe les plans annuels de gestion des dépenses préparés par chacun des ministres;
- > Le Volume IV, Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires, qui débute par un message de la présidente et fournit des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses.



TABLE DES MATIÈRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

Message du président de l'Assemblée nationale	7
Plan annuel de gestion des dépenses.....	11
Crédits.....	19

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Plans annuels de gestion des dépenses	
Le Protecteur du citoyen	27
Le Vérificateur général	33
Le Directeur général des élections.....	37
Le Commissaire au lobbyisme	41
Crédits.....	47





MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

À titre de Président, j'ai l'honneur de vous présenter le plan annuel de gestion des dépenses et les crédits de l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 2009-2010.

Composée des 125 députés élus ou réélus à la suite de l'élection générale du 8 décembre 2008, l'Assemblée nationale constitue la pierre d'assise du pouvoir législatif. À cette fin, les députés doivent bénéficier de tout l'appui nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions de législateur, de contrôleur de l'action gouvernementale et d'intermédiaire entre leurs électeurs et le gouvernement. C'est ainsi que, sous la responsabilité du Secrétaire général, l'administration de l'Assemblée assiste les parlementaires tant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale en répondant à leurs besoins et en offrant divers services de soutien professionnel et technique.

L'année 2008 a marqué le 400^e anniversaire de fondation de la Ville de Québec et, dans ce cadre, le Parlement a été au cœur de plusieurs manifestations et activités marquant son histoire. La visibilité de l'une des plus vieilles institutions parlementaires au monde doit se poursuivre dans nos relations avec les autres parlements et au niveau international. Il doit également continuer d'être le forum privilégié d'expression et de mise en œuvre des valeurs démocratiques des Québécoises et des Québécois.

Le budget de dépenses 2009-2010 et les crédits qui apparaissent dans le présent volume sont inscrits à titre indicatif puisque c'est au Bureau de l'Assemblée nationale qu'il revient d'y apporter, au besoin, des modifications et de l'approuver.

Je souhaite que la lecture de ce volume vous permette d'apprécier le caractère spécifique et unique de l'Assemblée nationale et l'utilisation des fonds publics dévolus à l'exercice du pouvoir législatif.



YVON VALLIÈRES



ASSEMBLÉE NATIONALE

PLAN ANNUEL DE GESTION
DES DÉPENSES



ASSEMBLÉE NATIONALE

EN BREF

L'Assemblée nationale constitue le lieu privilégié de l'exercice du pouvoir législatif. À cet égard, dans un contexte d'indépendance et d'autonomie de l'institution, la loi donne à l'Assemblée nationale seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.

Le plan annuel de gestion des dépenses pour 2009-2010 de l'Assemblée nationale tient compte de la nouvelle réalité faisant suite à l'élection générale du 8 décembre 2008. Les enjeux majeurs concernent notamment le plein exercice par les nouveaux députés de leurs fonctions de législateur, de contrôleur de l'action gouvernementale et d'intermédiaire entre leurs électeurs et le gouvernement, la réforme parlementaire, la réalisation d'un plan de communication, la refonte du site Internet de l'Assemblée nationale, les innovations technologiques, le rayonnement institutionnel et l'amélioration continue de la prestation de services de soutien aux parlementaires.

En 2009-2010, les ressources financières autorisées par le Bureau de l'Assemblée nationale, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont réparties dans trois programmes :

- > Les programmes 1 et 2 regroupant les services administratifs;
- > Le programme 3 concernant les services statutaires de soutien aux parlementaires tels la rémunération des députés et de leur personnel de même que le budget de fonctionnement qui leur est alloué.

La modernisation du cadre de gestion doit se poursuivre dans l'optique d'une administration plus efficiente. La gestion des effectifs, dans le contexte de plusieurs départs à la retraite, constitue un défi d'importance afin de maintenir l'expertise requise tant dans les affaires parlementaires qu'institutionnelles et administratives.

La conservation et la mise en valeur du patrimoine immobilier, dont l'Assemblée nationale assure la gestion, requièrent la poursuite des projets d'investissements pour la réfection et l'entretien des édifices.

1. LA PRÉSENTATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La mission de l'Assemblée nationale consiste à légiférer dans les domaines de sa compétence, à contrôler les actes du gouvernement et à débattre de questions d'intérêt public.

Élu au suffrage universel, le député se situe au cœur du processus législatif. Il contribue étroitement à l'élaboration des textes de loi touchant la vie quotidienne des Québécois, notamment en étudiant et en analysant les divers projets de loi à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire et en votant leur adoption.

En tant que contrôleur de l'action gouvernementale, le député dispose de moyens pour interroger le gouvernement sur ses actions tels la période des questions et réponses orales, les débats de fin de séance et l'étude annuelle des crédits des ministères et organismes. À cet égard, le député exerce un contrôle continu sur le pouvoir exécutif et l'administration publique. Il en résulte une reddition de comptes du gouvernement et de son administration devant l'Assemblée nationale et ses commissions.

Outre son rôle de législateur et de contrôleur de l'action gouvernementale, il exerce le rôle important d'intermédiaire entre ses concitoyens et l'administration publique.

Dans l'exercice du pouvoir législatif, l'Assemblée nationale édicte des lois ayant un caractère obligatoire sur l'ensemble du territoire québécois et dans les champs de compétence reconnus par la Constitution. Les lois adoptées par l'Assemblée nationale sont des lois publiques visant une application générale au sein de la collectivité québécoise ou des lois d'intérêt privé lorsqu'une portion plus restreinte de la population est concernée telle une municipalité, une entreprise ou même un citoyen.

L'autonomie de l'Assemblée nationale est une condition essentielle à la réalisation de sa mission et de ses activités. Dans ce contexte d'indépendance de l'institution, la loi donne à l'Assemblée nationale seule le pouvoir de se doter des moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.

Dans ce cadre d'autonomie, l'administration de l'Assemblée nationale fournit des services de soutien aux députés dans l'accomplissement de leurs fonctions parlementaires et dans la réalisation des autres aspects de la mission fondamentale de l'institution, conformément à la loi, aux règles de procédure et de fonctionnement de même qu'au cadre de gestion dont elle s'est dotée.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les ressources financières de l'Assemblée nationale sont réparties de façon à assurer la continuité et l'amélioration des services de soutien offerts aux parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions tant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale.

La refonte actuellement en cours du site Internet de l'Assemblée nationale et la mise en place d'un plan de communication visent précisément à mieux faire connaître l'institution ainsi que le rôle et le travail des parlementaires, à accroître l'accessibilité de l'information et la participation des citoyens aux travaux parlementaires.

La structure administrative dont l'Assemblée nationale s'est dotée et le budget qui est alloué reflètent exactement les services rendus aux parlementaires par son administration, que ce soit pour les affaires parlementaires, institutionnelles ou administratives.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES

Le budget de dépenses de l'Assemblée nationale est regroupé à l'intérieur de trois programmes. Ces programmes, par les crédits qui y sont consacrés, visent l'optimisation des créneaux d'activités de l'Assemblée nationale.

Le budget de dépenses 2009-2010 doit être soumis au Bureau de l'Assemblée nationale pour son approbation.

PROGRAMME 1

Secrétariat général et affaires parlementaires

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

Le budget de dépenses de l'exercice financier 2009-2010 du programme 1 s'établit à 10,3 M\$ et inclut une augmentation de 0,2 M\$ résultant des majorations prévues aux conventions collectives.

PROGRAMME 2

Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

Le budget de dépenses 2009-2010 du programme 2 totalise 46,3 M\$ et comprend une augmentation de 0,8 M\$ résultant des majorations prévues aux conventions collectives.

PROGRAMME 3
Services statutaires aux parlementaires

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'Hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale. Les budgets de dépenses qui y sont affectés concernent essentiellement la rémunération des parlementaires et du personnel politique à l'Assemblée nationale de même que le budget de fonctionnement leur étant alloué.

Le budget de dépenses 2009-2010 de ce programme est de 59,6 M\$, soit une augmentation de 1,1 M\$. Cette hausse couvre la majoration des masses salariales des cabinets et des députés, les budgets pour les locaux de circonscription électorale et de résidence à Québec.

Le budget de dépenses par programmes
(en milliers de dollars)

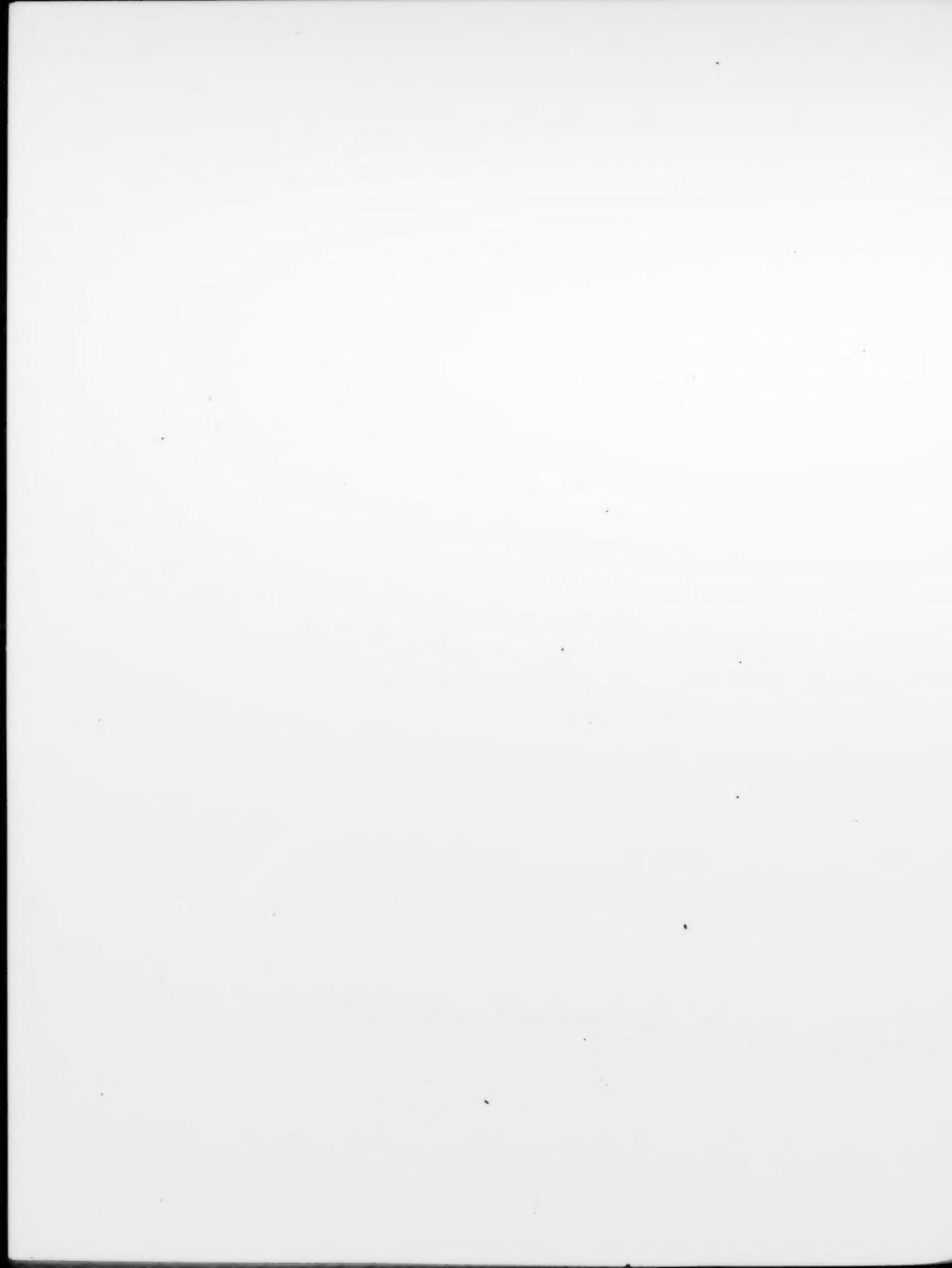
	2009-2010		2008-2009	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
1. Secrétariat général et affaires parlementaires	10 316,1	200,3	10 115,8	10 115,8
2. Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité	46 313,6	784,6	45 529,0	45 529,0
3. Services statutaires aux parlementaires	59 605,8	1 148,3	58 457,5	58 457,5
Total	116 235,5	2 133,2	114 102,3	114 102,3
Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	620	—	—	620

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Les immobilisations de l'Assemblée nationale prévues en 2009-2010 concernent principalement la rénovation de bureaux au Parlement, l'installation de contrôles électroniques commandés à distance sur les appareils de chauffage et de climatisation ainsi que sur les systèmes de ventilation, l'acquisition d'un système de téléphonie IP (communication par Internet) ainsi que divers projets informatiques concernant la sauvegarde et la protection des données et l'évolution de l'infrastructure des serveurs.

Le budget d'investissements
(en milliers de dollars)

	2009-2010	2008-2009
	Variation	
Immobilisations	5 670,5	—
Prêts, placements, avances et autres	—	—
Total	5 670,5	—
		5 670,5



ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS



Assemblée nationale

Programmes	Budget de dépenses	Moins : Dépenses nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
	2009-2010	(000 \$)			
1. Secrétariat général et affaires parlementaires	10 316,1	-	37,0	10 353,1	10 152,8
2. Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité	46 313,6	4 836,0	5 633,5	47 111,1	46 326,5
3. Services statutaires aux parlementaires	59 605,8	-	-	59 605,8	58 457,5
	116 235,5	4 836,0	5 670,5	117 070,0	114 936,8
Moins :					
Crédits permanents				117 070,0	114 936,8
Crédits à voter					

En vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1), le budget de dépenses et les crédits de l'Assemblée nationale sont présentés sous réserve de l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Rémunération	87 588,5	86 151,9
Fonctionnement	28 597,0	27 900,4
Transfert	50,0	50,0
Total	116 235,5	114 102,3
Budget d'investissements		
Immobilisations	5 670,5	5 670,5
Total	5 670,5	5 670,5
Effectif	(en ETC)	
Effectif des programmes	620	620
Effectif total	620	620

Programme 1

Secrétariat général et affaires parlementaires

Éléments	Budget de dépenses 2009-2010	Moins :		Plus : Budget d'investissements	Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
		Dépenses ne nécessitant pas de crédit	(000 \$)			
1. Secrétariat général et affaires juridiques	1 717,8	-	-	-	1 717,8	1 684,9
2. Affaires parlementaires et bibliothèque	8 598,3	-	37,0	37,0	8 635,3	8 467,9
	10 316,1	-	-	37,0	10 353,1	10 152,8
Moins :						
Crédits permanents						
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)						
Élément 1					1 717,8	1 684,9
Élément 2					8 635,3	8 467,9
Crédit à voter						

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale et à assurer la gestion de la Bibliothèque.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2009-2010	2008-2009
	1	2		
		(000 \$)		
Rémunération	1 353,9	7 476,1	8 830,0	8 656,3
Fonctionnement	363,9	1 122,2	1 486,1	1 459,5
	1 717,8	8 598,3	10 316,1	10 115,8

Budget d'investissements

Immobilisations	-	37,0	37,0	37,0
	-	37,0		37,0
Effectif total (en ETC)	18	143	161	161

Programme 2
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité

Éléments	Budget de dépenses 2009-2010	Moins :		Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
		Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements		
(000 \$)					
1. Affaires informationnelles et institutionnelles	7 173,8	-	-	7 173,8	7 028,0
2. Affaires administratives et sécurité	39 139,8	4 836,0	5 633,5	39 937,3	39 298,5
	46 313,6	4 836,0	5 633,5	47 111,1	46 326,5
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				7 173,8	7 028,0
Élément 2				39 937,3	39 298,5
Crédit à voter					

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2009-2010	2008-2009
(000 \$)				
Rémunération	5 184,8	25 965,4	31 150,2	30 544,2
Fonctionnement	1 989,0	13 174,4	15 163,4	14 984,8
	7 173,8	39 139,8	46 313,6	45 529,0
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	5 633,5	5 633,5	5 633,5
	-	5 633,5	5 633,5	5 633,5
Effectif total (en ETC)	92	367	459	459

Programme 3

Services statutaires aux parlementaires

Éléments	Budget de dépenses 2009-2010	Moins :		Plus : Budget d'investissements	Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
		Dépenses ne nécessitant pas de crédit	(000 \$)			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires	24 488,6	-	-	-	24 488,6	24 026,1
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés	27 352,2	-	-	-	27 352,2	26 813,0
3. Services de recherche des partis politiques	2 173,0	-	-	-	2 173,0	2 130,4
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	5 592,0	-	-	-	5 592,0	5 488,0
	59 605,8	-	-	-	59 605,8	58 457,5
Moins :						
Crédits permanents						
Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1)						
Elément 1			14 194,5		13 805,9	
Elément 4			5 592,0		5 488,0	
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)						
Elément 1			10 294,1		10 220,2	
Elément 2			27 352,2		26 813,0	
Elément 3			2 173,0		2 130,4	
Crédit à voter						

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2009-2010	2008-2009
	1	2	3	4		
		(000 \$)				
Rémunération	15 300,1	24 543,2	2 173,0	5 592,0	47 608,3	46 951,4
Fonctionnement	9 188,5	2 759,0	-	-	11 947,5	11 456,1
Transfert	-	50,0	-	-	50,0	50,0
	24 488,6	27 352,2	2 173,0	5 592,0	59 605,8	58 457,5

Crédits de transfert

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires		
Autres projets de transfert	50,0	50,0
Total	50,0	50,0

Ventilation par bénéficiaires

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif		
	50,0	50,0
Total	50,0	50,0

Ventilation par catégories de dépenses

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Support		
	50,0	50,0
Total	50,0	50,0



PERSONNES DÉSIGNÉES PAR
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
PLANS ANNUELS DE GESTION
DES DÉPENSES



EN BREF

LE PROTECTEUR DU CITOYEN

Le rôle du Protecteur du citoyen est de s'assurer du respect des citoyens et de leurs droits par les services publics. En cas de lésion causée par les actes ou les omissions de ces derniers, il a charge de faire en sorte que les correctifs adéquats soient apportés.

Sa responsabilité s'exerce auprès des ministères et organismes de l'Administration publique québécoise ainsi qu'en matière de santé et de services sociaux.

En complément au traitement impartial et rigoureux des plaintes individuelles, le Protecteur du citoyen entend s'assurer d'obtenir un effet collectif pour les citoyens lorsqu'il constate la possible répétition d'erreurs et de lésions.

Pour remplir adéquatement son mandat de prévention, il formulera des avis et recommandations fondés sur des études et des consultations menées en vertu de son pouvoir d'initiative.

1. LA PRÉSENTATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN

Désigné par les parlementaires de l'Assemblée nationale, à qui il fait rapport, le Protecteur du citoyen agit de façon impartiale et bénéficie de toute l'indépendance nécessaire pour ce faire. Il est secondé dans l'exercice de ses fonctions par deux vice-protecteurs nommés, sur sa recommandation, par le gouvernement.

Dans le cadre que lui fixent la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32) et la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (L.R.Q., c. P-31.1), le Protecteur du citoyen a pour mandat de veiller au respect des citoyens et de leurs droits en intervenant auprès des ministères et des organismes du gouvernement du Québec dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), y compris auprès des établissements de détention du Québec et de certains organismes nommément mentionnés dans sa loi constitutive. En deuxième et dernier niveau ou sur signalement, il intervient auprès des instances du réseau de la santé et des services sociaux (établissements, agences, ou toute ressource à laquelle celles-ci recourent pour la prestation de services de santé et de services sociaux, organismes communautaires, services préhospitaliers d'urgence et résidences d'hébergement pour personnes âgées). Il a charge de remédier à toute situation qui est préjudiciable à un citoyen ou à un groupe de citoyens. Pour ce faire, il recommande au ministère, à l'organisme public ou à l'instance concernée du réseau de la santé et des services sociaux, les mesures nécessaires à la correction des erreurs, négligences, abus ou manquements qu'il a constatés.

Lorsque, après avoir fait une recommandation, le Protecteur du citoyen juge qu'aucune mesure satisfaisante n'a été prise dans un délai raisonnable pour corriger adéquatement la situation, il peut en aviser le gouvernement. Il peut également, s'il le juge à propos, exposer la situation dans un rapport spécial ou dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale.

De plus, le Protecteur du citoyen, en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions et pour éviter leur répétition, peut attirer l'attention d'un ministère, d'un organisme public, d'une instance du réseau de la santé et des services sociaux ou du gouvernement sur les réformes législatives, réglementaires ou administratives qu'il juge conformes à l'intérêt général.

Il examine en conséquence les projets de loi et de règlement afin d'y déceler des dispositions susceptibles de causer des effets préjudiciables aux citoyens et de vérifier s'ils peuvent engendrer des atteintes à leurs droits.

Enfin, le Protecteur du citoyen, lorsqu'il le juge d'intérêt général, peut commenter publiquement un rapport qu'il a soumis à l'Assemblée nationale ou une intervention qu'il a faite.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

En 2009-2010, le Protecteur du citoyen entend exercer pleinement ses pouvoirs et moyens d'action afin de veiller au respect des citoyens et de leurs droits, ainsi qu'à la réparation des préjudices qui peuvent leur être causés par les actes ou les omissions des services publics. Pour ce faire, le Protecteur du citoyen choisit d'allouer ses ressources selon les quatre orientations de son Plan stratégique 2009-2012.

ORIENTATION 1

Le respect des droits des citoyens

Le traitement des plaintes individuelles constitue une fonction prépondérante pour le Protecteur du citoyen, qui examine les demandes des citoyens avec empathie, intégrité et rigueur. Il se penche sur les situations portées à son attention en se faisant l'interprète et le défenseur de l'équilibre entre la légalité et la légitimité, à la recherche d'une solution équitable.

Sensible à l'évolution de la conjoncture des services publics et à son influence sur la satisfaction des besoins des citoyens ainsi que sur le respect de leurs droits, le Protecteur du citoyen agit en médiateur entre le citoyen et les services publics. Il est à la recherche de solutions raisonnables mais aussi souhaitables et possibles pour assurer le mieux-être de l'ensemble des citoyens et l'amélioration durable de la qualité des services publics.

Actions envisagées

Les actions déterminantes prévues sont :

- > Enquêtes donnant lieu à des règlements individuels et collectifs;
- > Actualisation et développement des outils d'information;
- > Mesure annuelle de la satisfaction de la clientèle.

ORIENTATION 2

La prévention des injustices

Le traitement des plaintes individuelles ne peut à lui seul produire l'impact maximal que le Protecteur du citoyen doit obtenir pour corriger les erreurs ou injustices envers les citoyens. Il lui donne cependant un éclairage bien particulier – l'angle du citoyen – sur les moyens d'améliorer la qualité des services publics. Dans cet esprit, la Loi sur le Protecteur du citoyen et la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux octroient au Protecteur du citoyen un rôle de prévention qui s'avère indispensable pour assumer pleinement sa mission. Ainsi, le Protecteur du citoyen utilise les divers moyens d'action dont il dispose pour agir en amont des problèmes et contribuer à améliorer, à long terme, la qualité des services publics.

Chaque fois que possible, il agit de manière à prévenir la répétition des manquements ou de l'inaction constatés ainsi que la judiciarisation des relations entre les citoyens et l'État.

Actions envisagées

Les principales actions prévues pour réaliser cette partie du mandat sont :

- > Étude des projets de loi et de règlement;
- > Information et argumentaires transmis aux membres des commissions parlementaires;
- > Veille de l'implantation effective des recommandations et rapport de leur suivi aux parlementaires;
- > Mandats d'initiative et rapports à l'Assemblée nationale.

ORIENTATION 3

Un personnel disponible, compétent et mobilisé

Réaliser la mission et assurer les services aux citoyens reposent primordialement sur des ressources humaines disponibles, compétentes et mobilisées. Or, la main-d'œuvre qui détient l'expertise propre à un ombudsman se fait rare et est fortement sollicitée. De plus, notre institution devra composer avec de nombreux départs à la retraite dans les prochaines années. L'attraction et la fidélisation de notre personnel, le maintien et le développement de l'expertise de même que la mobilisation des personnes constituent des enjeux à maîtriser pour assurer la prestation optimale des services du Protecteur du citoyen.

Actions envisagées

Les principales actions prévues sont :

- > Adaptation du plan d'accueil et de formation initiale des nouveaux membres du personnel;
- > Plan triennal de transfert et de développement de l'expertise;
- > Développement et mesure de la satisfaction professionnelle;
- > Programme adapté de relève en gestion;
- > Le règlement de l'équité salariale.

ORIENTATION 4

Une organisation efficiente

En vue d'offrir aux citoyens les meilleurs services possibles en lien avec sa mission, le Protecteur du citoyen doit améliorer de façon continue la performance de son organisation. Cela suppose qu'il se préoccupe constamment d'être une organisation axée sur le citoyen, visant une réponse adaptée, efficace et humaine à ses besoins, et dotée de très hauts standards de qualité se reflétant dans tous les aspects de son activité. Exceller dans nos méthodes d'analyse et d'enquête et obtenir une plus-value maximale des fonds publics accordés au Protecteur du citoyen permettront d'améliorer l'efficience de l'institution dans le service aux citoyens et le conseil aux parlementaires.

Actions envisagées

Les actions mises de l'avant sont les suivantes :

- > Implantation d'une nouvelle méthodologie d'enquête et d'instruments de travail adaptés;
- > Contrôle continu de la qualité et de la conformité;
- > Mise en place de mesures d'optimisation des ressources.

La répartition budgétaire 2009-2010 selon les orientations

	M\$	%
Orientation 1 : Le respect des droits des citoyens	9,3	72,0
Orientation 2 : La prévention des injustices	1,1	8,5
Orientation 3 : Un personnel disponible, compétent et mobilisé	0,5	4,0
Orientation 4 : Une organisation efficiente	0,5	4,1
Total	11,4	88,6

En plus du budget de dépenses alloué selon les quatre orientations, le Protecteur du citoyen consacre 1,6 M\$ pour assurer son administration. Il faut ajouter 0,3 M\$, pourvus en crédits permanents pour le régime de retraite des anciens protecteurs, pour obtenir le budget total des dépenses du Protecteur du citoyen.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES

PROGRAMME 1

Le Protecteur du citoyen

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

Les dépenses du Protecteur du citoyen seront accrues de 0,4 M\$ en 2009-2010 par rapport à la dépense probable 2008-2009. Cette hausse correspond au coût de l'indexation des salaires prévue aux conventions, au coût de l'indexation des dépenses non salariales ainsi qu'à l'ajustement du montant requis pour le régime de pension des anciens protecteurs et adjoints.

Le budget de dépenses par programme
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
1. Le Protecteur du citoyen	13 306,7	357,4	12 945,3	12 949,3
Total	13 306,7	357,4	12 945,3	12 949,3
Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	132	—	—	132

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le Protecteur du citoyen continuera d'effectuer des améliorations à son système informatique de gestion des dossiers d'enquête afin de bien répondre à sa mission en 2009-2010. De plus, des investissements seront nécessaires pour renouveler certaines infrastructures informatiques (serveurs, équipements, etc.) afin de maintenir la stabilité de son réseau informatique. Ces investissements sont estimés à 0,4 M\$.

Le budget d'investissements
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009
		Variation	
Immobilisations	355,0	—	355,0
Prêts, placements, avances et autres	—	—	—
Total	355,0	—	355,0

EN BREF

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Le Vérificateur général est au service de l'Assemblée nationale. Il a pour mission de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et des citoyens du Québec.

En 2009-2010, les ressources financières allouées à la vérification législative se partagent ainsi : 57,3 % à la vérification des états financiers et 42,7 % à la vérification de l'optimisation des ressources.

1. LA PRÉSENTATION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Le Vérificateur général est au service de l'Assemblée nationale. Il a pour mission de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et des citoyens du Québec.

D'une part, la vérification financière a pour but de fournir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels du gouvernement et ceux d'une centaine de ses organismes et de ses entreprises présentent une image fidèle de leur situation financière. Ces vérifications sont réalisées par le Vérificateur général ou en covérification avec des experts-comptables du secteur privé, pour un nombre d'entités restreint. De plus, depuis juin 2008, le Vérificateur général peut vérifier à sa discrétion les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

D'autre part, la vérification de l'optimisation des ressources vise à renseigner les parlementaires sur les aspects d'économie, d'efficience et d'efficacité de la gestion gouvernementale des entités comprises dans le champ de compétence du Vérificateur général. La vérification de l'utilisation de subventions accordées par les organismes publics et les organismes du gouvernement, la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1) ainsi que la réalisation des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance en vertu de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., c. G-1.02) font également partie de ce type de vérifications.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires sont concentrés sur des activités essentielles pour remplir la mission du Vérificateur général.

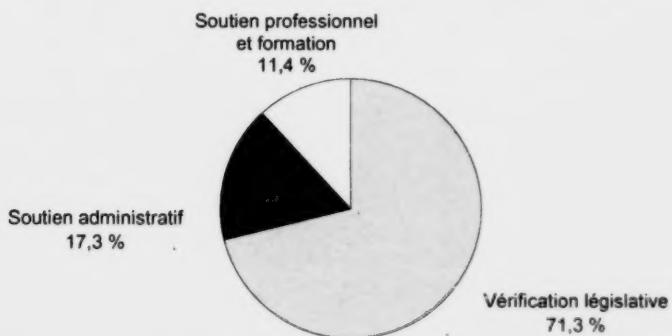
Le budget de 25,5 M\$ est réparti ainsi : 18,2 M\$ à la vérification législative, 4,4 M\$ aux activités de soutien administratif et 2,9 M\$ aux activités de soutien professionnel et à la formation.

En ce qui a trait à la vérification législative, les choix budgétaires 2009-2010 comparativement à ceux de 2008-2009 sont les suivants :

Les choix budgétaires liés à la vérification législative

	2009-2010	2008-2009
Vérification financière	57,3 %	57,7 %
Optimisation des ressources	42,7 %	42,3 %

La répartition budgétaire 2009-2010 selon les activités (25,5 M\$)



Les activités de soutien professionnel et de formation permettent notamment au Vérificateur général de répondre aux exigences de vérification de l'Institut canadien des comptables agréés en ce qui a trait à la qualité des travaux et à celles de l'Ordre des comptables agréés du Québec pour ce qui est du maintien des compétences de son personnel.

Ces choix budgétaires tiennent compte du prochain plan stratégique 2009-2012 du Vérificateur général qui sera déposé à l'Assemblée nationale en juin 2009. Les principales orientations de ce plan sont :

- > Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général par l'Assemblée nationale;
- > Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction;
- > Favoriser une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques;
- > S'assurer de la performance de l'organisation et enrichir son expertise.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES

L'objectif du programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable. Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend à tous les ministères, aux organismes et aux entreprises du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ces travaux à l'Assemblée nationale.

PROGRAMME 2
Le Vérificateur général

Les principales variations du budget 2009-2010 par rapport à la dépense probable 2008-2009 sont expliquées par :

- > Le coût de l'indexation des salaires de 2,0 % et la progression dans les échelles salariales;
- > La vacance de postes au cours de 2008-2009.

Le budget de dépenses par programme
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2)=(1)-(4)	(3)	(4)
2. Le Vérificateur général	25 524,7	1 606,2	24 628,4	23 918,5
Total	25 524,7	1 606,2	24 628,4	23 918,5
Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	272	—	—	272

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
		Variation		
Immobilisations	355,0	—	355,0	
Prêts, placements, avances et autres	—	—	—	
Total	355,0	—	355,0	

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EN BREF

Les principaux enjeux budgétaires du Directeur général des élections pour la prochaine année sont liés à trois orientations du Plan stratégique 2009-2013 de même qu'à la première orientation du Plan stratégique de la Commission de la représentation électorale. Quatre projets majeurs sont ainsi visés :

- > Un budget de 2,4 M\$ est prévu afin de réaliser les activités liées à la tenue des élections municipales de novembre 2009;
- > Afin d'assurer la qualité de la liste électorale permanente, un budget de fonctionnement évalué à plus de 3,1 M\$, pour l'exercice 2009-2010, sera nécessaire;
- > Pour poursuivre l'opérationnalisation des mesures contenues dans la Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote (2006, c. 17), sanctionnée le 14 juin 2006, un investissement de 2,8 M\$ est prévu;
- > Aux fins du développement de systèmes informatiques, un budget d'environ 1,2 M\$ sera engagé au cours de l'exercice financier 2009-2010.

1. LA PRÉSENTATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Directeur général des élections (DGE) est une institution indépendante qui relève directement de l'Assemblée nationale.

Le DGE a pour mission d'assurer la tenue des élections et des référendums ainsi que le respect des règles sur le financement politique, de garantir le plein exercice des droits électoraux et de promouvoir les valeurs démocratiques de la société québécoise.

En tant que responsable des scrutins provinciaux, le DGE assure la formation du personnel électoral et la mise à jour des renseignements contenus dans la liste électorale permanente. Il surveille le déroulement de la révision, du scrutin et, le cas échéant, du recensement. Il donne des directives servant à l'application de la loi.

En matière de financement des partis politiques et de contrôle des dépenses électorales, le DGE autorise les entités politiques à recueillir des contributions et à effectuer des dépenses électorales. Il vérifie si elles se conforment aux dispositions de la loi. Il assure la formation et le soutien aux agents et aux représentants officiels des partis et des candidats, aux trésoriers municipaux ainsi qu'aux directeurs généraux des commissions scolaires. De plus, il examine les rapports financiers et les rapports de dépenses électorales.

Sur les plans municipal et scolaire, le DGE n'administre pas directement les scrutins. Il assure toutefois la formation et offre son soutien aux présidents d'élections responsables des opérations.

Afin d'assurer l'application des lois dont il a la responsabilité, le DGE possède des pouvoirs d'enquêtes et de poursuites.

Dans le domaine de la représentation électorale, le DGE fournit le soutien professionnel et technique à la Commission de la représentation électorale (CRE), cette dernière ne disposant pas de personnel en propre.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le premier choix budgétaire concerne les activités liées à la tenue, par les municipalités, des élections municipales de novembre 2009. En réservant un budget de 2,4 M\$ à cette fin, le DGE accomplit l'objectif de réaliser toutes les activités planifiées concernant la tenue d'une élection ou d'un référendum.

Le deuxième choix budgétaire concerne la qualité de la liste électorale permanente et les travaux de la CRE pour lesquels un budget de fonctionnement de 3,1 M\$ est prévu. Le DGE atteint ainsi l'objectif de mettre en œuvre des moyens pour améliorer la qualité de la liste. Ces deux choix budgétaires permettent à l'institution de maintenir la confiance envers le système électoral et sa crédibilité; il s'agit là de sa première orientation stratégique.

Le troisième choix budgétaire concerne l'opérationnalisation des mesures contenues dans la Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote. Pour ce faire, un investissement de 2,8 M\$ est prévu pour l'exercice financier 2009-2010. En favorisant l'accès au vote, le DGE maintient le cap sur sa deuxième orientation stratégique, soit de promouvoir les valeurs démocratiques et de stimuler la participation électorale.

Le quatrième choix budgétaire concerne le développement de systèmes informatiques pour lequel un budget de 1,2 M\$ est prévu. Par la mise en place de systèmes d'information plus performants, le DGE poursuit la réalisation de sa troisième orientation stratégique, c'est-à-dire être une institution performante par la qualité de ses ressources et de son savoir-faire.

Ces quatre choix budgétaires contribueront à faire en sorte que l'Administration du système électoral accomplisse avec succès la mission dont elle est investie.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES

Le budget du DGE et celui de la CRE sont inclus dans le programme 3 du portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », soit l'Administration du système électoral. Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

PROGRAMME 3

Administration du système électoral

Le budget de dépenses 2009-2010 de l'Administration du système électoral est inférieur de 74,3 M\$ à celui de 2008-2009. Cet écart s'explique principalement par une diminution des dépenses qui ont été imputées aux élections générales du 8 décembre 2008.

Les prévisions budgétaires du DGE qui figurent au budget de dépenses 2009-2010 y sont inscrites à titre indicatif. Il faudra ajouter les sommes nécessaires à la réalisation des responsabilités du DGE pour la tenue d'élections partielles ou générales qui pourraient avoir lieu en cours d'exercice. La procédure de délimitation des circonscriptions étant en cours et le fait que les élections municipales ont lieu tous les quatre ans, la prochaine ayant lieu le 1^{er} novembre 2009, la réalisation de ces activités pourrait exiger des sommes additionnelles.

Il revient à une commission parlementaire, lors de l'étude des prévisions budgétaires et du rapport financier préliminaire, de les approuver et de déposer son rapport à l'Assemblée nationale.

Le budget de dépenses par programme
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
3. Administration du système électoral	28 959,9	(74 314,3)	103 274,2	103 274,2
Total	28 959,9	(74 314,3)	103 274,2	103 274,2
Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	240	—	—	240

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Au cours des prochaines années, des investissements supplémentaires de 5,0 M\$ en développement informatique, dont 3,0 M\$ pour 2009-2010, seront nécessaires afin de répondre aux exigences des mesures visant à favoriser l'exercice du droit de vote. Ces mesures sont contenues dans la Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote, sanctionnée le 14 juin 2006.

Le budget d'investissements
(en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009
	Variation		
Immobilisations	4 000,0	1 500,0	2 500,0
Prêts, placements, avances et autres	—	—	—
Total	4 000,0	1 500,0	2 500,0

LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME

EN BREF

Mise en place et opérationnalisation des orientations retenues et des modifications législatives adoptées à la suite du dépôt en Commission parlementaire du premier rapport quinquennal du Commissaire.

Poursuite des opérations de vérification et d'enquête, déploiement d'activités de communication auprès des citoyens, des lobbyistes et des titulaires de charges publiques du milieu municipal pour les sensibiliser aux exigences de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., c. T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes et les amener à contribuer à leur mise en œuvre.

1. LA PRÉSENTATION DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives, le Commissaire au lobbyisme du Québec a pour mission d'assurer la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques en réalisant des activités de sensibilisation, de surveillance et de contrôle.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le Commissaire au lobbyisme poursuit la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes et entend encore accorder, au cours de la prochaine année, la priorité à la surveillance et au contrôle des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques, pour faire en sorte que le lobbyisme s'exerce dans le respect de la loi et du code.

C'est ainsi que seront poursuivis le développement des processus, procédures et systèmes de vérification et d'enquêtes et l'acquisition d'une meilleure connaissance de ce qui se fait au Québec en matière de lobbyisme. En soutien à la réalisation de ces activités, les activités de communication se poursuivent auprès des lobbyistes, des titulaires de charges publiques et des citoyens afin de mieux faire comprendre les objectifs de la loi et du code de déontologie. Le Commissaire dispose d'un budget de dépenses de 2,8 M\$ pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés pour l'exercice 2009-2010.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

LE BUDGET DE DÉPENSES

PROGRAMME 4

Le Commissaire au lobbyisme

La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme vise à rendre transparentes les activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques et à assurer le sain exercice de ces activités. Le Commissaire au lobbyisme a pour mandat de surveiller et de contrôler les activités de lobbyisme, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives.

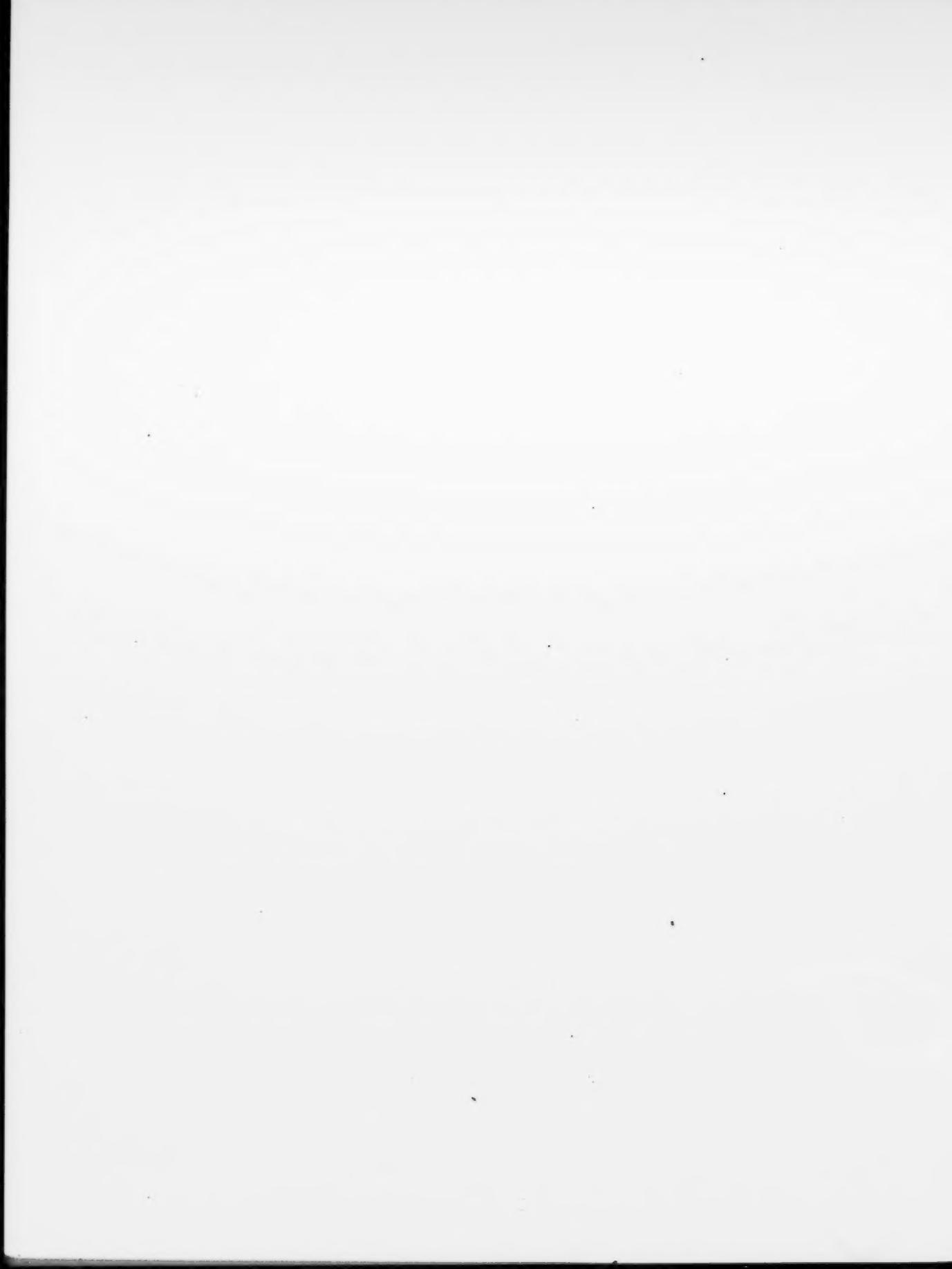
Le budget de dépenses par programme (en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
4. Le Commissaire au lobbyisme	2 783,3	51,9	2 731,4	2 731,4
Total	2 783,3	51,9	2 731,4	2 731,4
Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	27	—	—	27

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements (en milliers de dollars)

	2009-2010		2008-2009	
	Variation			
Immobilisations	30,0	—	30,0	
Prêts, placements, avances et autres	—	—	—	
Total	30,0	—	30,0	



PERSONNES DÉSIGNÉES PAR
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS



Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programmes	Budget de dépenses	Moins : Dépenses nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
	2009-2010	(000 \$)			
1. Le Protecteur du citoyen	13 306,7	375,0	355,0	13 286,7	12 755,3
2. Le Vérificateur général	25 524,7	420,0	355,0	25 459,7	24 595,0
3. Administration du système électoral	28 959,9	1 670,0	4 000,0	31 289,9	104 224,2
4. Le Commissaire au lobbyisme	2 783,3	70,0	30,0	2 743,3	2 691,4
	70 574,6	2 535,0	4 740,0	72 779,6	144 265,9
Moins :					
Crédits permanents				31 615,9	104 516,8
Crédits reportés				718,2	300,0
Crédits à voter				40 445,5	39 449,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Rémunération	47 311,2	86 677,0
Fonctionnement	20 394,0	37 762,0
Transfert	2 869,4	19 140,3
Total	70 574,6	143 579,3
Budget d'investissements		
Immobilisations	4 740,0	3 240,0
Total	4 740,0	3 240,0
Effectif	(en ETC)	
Effectif des programmes	671	671
Effectif total	671	671

Programme 1

Le Protecteur du citoyen

Élément	Budget de dépenses 2009-2010	Moins :		Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
		Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements		
		(000 \$)			
1. Le Protecteur du citoyen	13 306,7	375,0	355,0	13 286,7	12 755,3
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32)					
Élément 1			326,0		292,6
Crédit à voter				12 960,7	12 462,7

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2009-2010	2008-2009
		(000 \$)	
Rémunération	10 365,3	10 365,3	10 059,9
Fonctionnement	2 941,4	2 941,4	2 885,4
13 306,7	13 306,7	12 945,3	

Budget d'investissements

Immobilisations	355,0	355,0	355,0
	355,0		355,0
Effectif total (en ETC)	132		132

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2010-2011, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2009-2010, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 2

Le Vérificateur général

Élément	Moins :			Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
	Budget de dépenses 2009-2010	Dépenses ne necessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements		
(000 \$)					
1. Le Vérificateur général	25 524,7	420,0	355,0	25 459,7	24 595,0
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2008-2009 (2008, c. 6); Loi n° 1 sur les crédits, 2007-2008 (2007, c. 5)				718,2	300,0
Crédit à voter					
				24 741,5	24 295,0

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., c. D-8.1.1). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2009-2010	2008-2009
			(000 \$)	
Rémunération	19 841,7		19 841,7	17 976,4
Fonctionnement	5 683,0		5 683,0	6 652,0
	25 524,7		25 524,7	24 628,4

Budget d'investissements

Immobilisations	355,0		355,0	355,0
	355,0		355,0	355,0
Effectif total (en ETC)	272		272	272

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2010-2011, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2009-2010, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Programme 3

Administration du système électoral

Éléments	Moins :				
	Budget de dépenses 2009-2010	Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
(000 \$)					
1. Gestion interne et soutien	19 530,0	530,0	800,0	19 800,0	17 792,0
2. Commission de la représentation électorale	118,0	-	-	118,0	700,0
3. Activités électorales	9 311,9	1 140,0	3 200,0	11 371,9	85 732,2
	28 959,9	1 670,0	4 000,0	31 289,9	104 224,2
Moins :					
Crédits permanents					
Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3)					
Élément 1				19 800,0	17 792,0
Élément 2				118,0	700,0
Élément 3				11 371,9	85 732,2
Crédit à voter					

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2009-2010	2008-2009
	1	2	3		
(000 \$)					
Rémunération	15 065,0	-	-	15 065,0	56 641,5
Fonctionnement	4 465,0	118,0	6 442,5	11 025,5	27 492,4
Transfert	-	-	2 869,4	2 869,4	19 140,3
	19 530,0	118,0	9 311,9	28 959,9	103 274,2

Budget d'investissements

Immobilisations	800,0	-	3 200,0	4 000,0	2 500,0
	800,0	-	3 200,0	4 000,0	2 500,0
Effectif total (en ETC)	240	-	-	240	240

Programme 4

Le Commissaire au lobbyisme

Élément	Moins :					Crédits 2009-2010	Crédits 2008-2009
	Budget de dépenses 2009-2010	Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus :	Budget d'investissements			
	(000 \$)						
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 783,3	70,0	30,0		2 743,3		2 691,4
Crédit à voter					2 743,3		2 691,4

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2009-2010		2008-2009	
		(000 \$)			
Rémunération	2 039,2			2 039,2	1 999,2
Fonctionnement	744,1			744,1	732,2
	2 783,3			2 783,3	2 731,4

Budget d'investissements

Immobilisations	30,0		30,0	30,0
	30,0			30,0
Effectif total (en ETC)	27			27

Crédits de transfert

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Programme 3 - Administration du système électoral		
Financement des partis politiques	2 869,4	19 140,3
Total	2 869,4	19 140,3

Ventilation par bénéficiaires

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif		
	2 869,4	19 140,3
Total	2 869,4	19 140,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2009-2010	2008-2009
	(000 \$)	
Support		
	2 869,4	19 140,3
Total	2 869,4	19 140,3



Conseil du trésor
Québec 